

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 30.979/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 30.979/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 1er décembre 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur une proposition de loi "modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure civile" (Doc. parl., Chambre, n° 50 0969/001) ", a donné le 31 janvier 2001 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 1 december 2000 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, wat de burgerlijke rechtspleging betreft" (Parl. St. Kamer, nr. 50 0969/001), heeft op 31 januari 2001 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE

La proposition de loi introduit des bouleversements importants dans le droit judiciaire. Les développements parlent d'une "révolution copernicienne dans le domaine de la procédure civile". La proposition entraînera, notamment, une modification fondamentale de l'organisation des audiences des tribunaux civils, des tribunaux de commerce, des tribunaux du travail, des justices de paix et des tribunaux de police.

Avant même de poser des questions juridiques, la proposition soulève des questions d'opportunité qu'il n'appartient pas à la section de législation du Conseil d'Etat de trancher : est-il souhaitable de modifier fondamentalement la procédure civile alors que les dernières réformes datent de moins de dix ans (1992 et 1995) ? La nécessité d'une réforme de grande ampleur dans la mise en état des causes est-elle démontrée pour la majorité des juridictions et des arrondissements ? Les nouvelles règles seront-elles concrètement applicables, compte tenu des moyens matériels et humains dont disposent les juridictions ? Apporteront-elles une réelle amélioration ?

Il est, dès lors, souhaitable que soit demandé l'avis du Conseil supérieur de la justice et du Conseil consultatif de la magistrature, même si de tels avis ne constituent pas des formalités préalables obligatoires.

.../...

L'article 259bis-12 du Code judiciaire dispose :

"La commission d'avis et d'enquête réunie [du Conseil supérieur de la Justice] prépare, soit d'office, soit à la demande de l'assemblée générale, du ministre de la Justice ou de la majorité des membres de la Chambre des représentants ou du Sénat, les avis et les propositions concernant :

- 1° le fonctionnement général de l'ordre judiciaire;
 - 2° les propositions et les projets de loi qui ont une incidence sur le fonctionnement de l'ordre judiciaire;
- (...).".

L'article 5, § 1er, de la loi du 8 mars 1999 instaurant un Conseil consultatif de la magistrature dispose :

"D'initiative, ou sur requête du ministre de la Justice ou des Chambres législatives, le Conseil consultatif a pour mission de donner des avis et de se concerter avec ces instances sur tout ce qui se rapporte au statut, aux droits et aux conditions de travail des juges et des officiers du ministère public.".

Une modification aussi fondamentale de la procédure civile qui ne serait pas mûrement réfléchie avec les spécialistes du droit judiciaire et l'ensemble des praticiens pourrait avoir des conséquences plus défavorables encore que les maux auxquels la proposition veut mettre fin.

.../...

La prudence s'impose d'autant plus que la proposition examinée introduit un système assez complexe et soulève de nombreuses questions qui n'ont pu être posées à l'auteur de la proposition.

Observations particulières

Article 1er

Conformément aux règles de la légistique, on écrira dans le texte néerlandais "als bedoeld in".

Article 2

Article 700 proposé du Code judiciaire

1. Il est précisé, à la page 8 des développements, que :

"La requête contradictoire renforce en outre le rôle du juge, qui doit vérifier, avant que la requête ne soit envoyée à la partie adverse, si celle-ci ne contient pas de causes de nullité, d'éléments entraînant l'incompétence, etc.".

Cette intention ne pourrait pas être traduite dans la proposition, car elle heurte fondamentalement le principe des droits de la défense. Il n'appartient pas au juge de statuer sans avoir entendu les parties.

.../...

2. L'article 700, alinéa 1er, proposé dispose que :

"Les demandes principales sont portées devant le juge au moyen d'une citation, d'une requête contradictoire ou d'une citation par exploit ...".

La citation, dans le Code judiciaire, est signifiée par exploit d'huissier. Il s'agit là d'une terminologie de portée générale; il n'y a pas lieu de la modifier.

Sous-section 1. Dispositions générales

Cette sous-section reste en défaut de prévoir la convocation des parties comme le font les articles 1034sexies et 1344bis, alinéa 4, actuels. Cette lacune doit être comblée.

Article 3

Article 701/1 proposé du C.J.

Dès lors que la proposition entend rendre possible l'introduction d'un litige par voie de requête contradictoire dans toutes les matières, il ne se justifie pas de maintenir dans le Code judiciaire - et même dans des lois particulières - des dispositions propres aux requêtes contradictoires dans certaines matières (1), à moins que ces dispositions ne présentent des particularités, objectivement

(1) Comme, par exemple, l'article 1344bis relatif aux requêtes contradictoires en matière de louage de choses.

justifiées au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, que le législateur entend maintenir (1).

Article 701/2 proposé du C.J.

1. Le 6° dispose que la requête contradictoire doit contenir "la signature du requérant ou de celui qui le représente conformément à l'article 728".

Selon les développements de la proposition, la requête peut être signée par un avocat ou un huissier de justice. Or, l'article 728 ne fait pas mention de l'huissier de justice. Le texte de la proposition doit être complété, afin de mentionner ce dernier.

2. Le 7° impose que la requête contradictoire contienne "l'indication du lieu, du jour et de l'heure de comparution". Cette indication n'est cependant pas prévue à peine de nullité. Il y a là une différence qui n'est pas justifiée (2) au regard de l'article 1057, alinéa 1er, 8°, du Code judiciaire qui dispose que l'acte d'appel contient, à peine de nullité, "l'indication des lieu, jour et heure de la comparution ...".

(1) Rappelons que les dispositions en projet s'appliqueront de manière cumulative avec les dispositions particulières, sauf si ces dispositions sont contradictoires. Dans ce cas, la disposition particulière l'emportera.

(2) et ce, d'autant plus que les développements de la proposition précise que : "Les auteurs de la proposition de loi optent dès lors pour un système identique à celui de la requête en degré d'appel."

3. L'article 701/2, 8°, dispose que la requête contradictoire contient "l'inventaire des documents, tels qu'ils seront utilisés au cours de la procédure". L'article 702, alinéa 2, proposé, dispose :

"L'exploit de citation comprend en outre un inventaire des pièces qui seront utilisées dans la procédure ...".

Il y a lieu d'uniformiser la terminologie dans les deux dispositions. La même observation vaut pour le 9° et l'article 702, alinéa 2, proposé.

Article 701/4 proposé du C.J.

Dès lors qu'un exemplaire au moins de la requête est destinée au dossier du tribunal, il y a lieu de prévoir que la requête est déposée en autant d'exemplaires qu'il y a de parties plus un.

Article 701/5 proposé du C.J.

Cette disposition prévoit que :

"La cause est inscrite au rôle général conformément à l'article 716.".

Cette précision semble inutile dès lors que l'article 716 a une portée générale et s'applique à toutes les mises au rôle, quel que soit le mode d'introduction de la demande.

.../...

Article 6

L'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire dispose que, dans un certain nombre de matières,

"... les demandes sont introduites par une requête écrite, déposée ou adressée, sous pli recommandé, au greffe du tribunal du travail; les parties sont convoquées par le greffier à comparaître à l'audience fixée par le juge. La convocation précise l'objet de la demande."

L'article 704, alinéa 2, du Code judiciaire précise que :

"Les dispositions de la quatrième partie, livre II, titre Vbis, comprenant les articles 1034bis à 1034sexies, ne sont pas applicables."

Cette précision avait pour but d'éviter l'application cumulative des dispositions de l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire avec les dispositions générales des articles 1034bis et suivants du Code judiciaire, et ce, afin de conserver la souplesse que l'article 704, alinéa 1er, permet (1).

Dès lors, si l'auteur de la proposition entend maintenir un régime spécifique pour les requêtes visées à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire, il convient non pas d'abroger l'alinéa 2, mais de le modifier en visant

(1) Voir S. RAES, "La requête contradictoire", in Le droit judiciaire rénové. Premier commentaire de la loi du 3 août 1992 modifiant le Code judiciaire Bruxelles, Kluwer, 1992, n^{os} 13 et 15, pp. 85 et 86.

les articles 701/1 à 701/5. Dans le cas contraire, il y a lieu d'abroger entièrement l'article 704.

Article 8

Article 726 proposé du C.J.

1. Le Conseil d'Etat s'interroge sur le champ d'application exact du système d'examen des causes en cascade prévu par la proposition. L'article 726, alinéa 1er, proposé, vise "les affaires civiles relevant de la compétence du tribunal de première instance". Il en résulte que la nouvelle procédure ne serait applicable ni au tribunal du travail ni au tribunal de commerce. Cependant, cette disposition est contredite par l'article 747, § 1er, alinéa 3, proposé, qui vise également le tribunal de commerce et le tribunal du travail.

2. L'article 726, alinéa 1er, proposé, dispose :

"... Les affaires dans lesquelles le défendeur fait défaut ... sont retenues et instruites à l'audience d'introduction."

L'on se demande ce qu'il adviendra lorsqu'il n'aura pas été pris défaut contre la partie défaillante à l'audience d'introduction. L'article 803 du Code judiciaire, que la proposition n'abroge pas, dispose que, dans ce cas, la partie défaillante est convoquée par le greffier, sous pli judiciaire, à l'audience à laquelle la cause a été remise ou ultérieurement fixée. La possibilité d'appliquer cette disposition semble, cependant, contredite par la suppression

.../...

du texte actuel des articles 726 et 735, § 4, qui permettaient la remise à une date déterminée ou le renvoi au rôle et par les développements de la proposition qui indiquent à plusieurs reprises que les possibilités de renvoi au rôle par le juge ou de remise à une date fixe sont supprimées.

Il convient que l'auteur de la proposition s'explique davantage sur la compatibilité du système procédural envisagé avec l'article 803 du Code judiciaire.

3. La nouvelle procédure fait une distinction entre les affaires urgentes qui sont instruites et jugées (1) à la première audience d'une chambre de plaidoiries ou à l'audience d'introduction du juge de paix et du tribunal de police et les autres causes. L'attention de l'auteur de la proposition est attirée sur le fait que les présidents des tribunaux statuent au provisoire dans les cas dont ils reconnaissent l'urgence (référé). Ni la proposition ni ses développements ne fournissent d'indications sur la manière dont ces deux notions d'urgence coexisteront.

4. L'article 726, alinéa 3, proposé, dispose que :

"Devant la justice de paix et le tribunal de police, toutes les affaires ne nécessitant que des débats succincts et toutes les affaires urgentes sont retenues et instruites à l'audience d'introduction.".

(1) L'on suppose que l'auteur de la proposition a voulu écrire "prises en délibéré".

Contrairement à l'alinéa 1er relatif au tribunal de première instance, l'alinéa 3 ne règle pas le sort des affaires dans lesquelles le défendeur fait défaut et des affaires non litigieuses.

5. L'article 726, alinéa 4, proposé, vise "les affaires qui ne sont pas instruites de cette manière". L'on suppose que cette expression vise non seulement les affaires qui ne sont ni urgentes ni susceptibles de débats succincts, mais également celles qui, bien que présentant l'un de ces caractères, n'ont pu être retenues à la première audience par suite de l'encombrement du rôle.

6. En vertu de l'article 726, alinéa 4, proposé, le renvoi au rôle ne peut être demandé par les parties qu'à l'audience d'introduction d'une chambre de plaidoiries. Il semble, cependant, qu'une telle façon de procéder alourdira sans raison l'audience d'introduction de cette chambre. Si les parties sont d'accord pour un renvoi au rôle, il serait plus simple et plus rapide d'opérer ce renvoi dès l'audience de la chambre d'introduction.

Article 9

Article 727 proposé du C.J.

Cette disposition vise "l'audience d'introduction de la chambre d'introduction". L'attention de l'auteur de la proposition est attirée sur le fait que la notion de

.../...

"chambre d'introduction" n'est pas applicable au juge de paix et au tribunal de police.

Article 11

Article 730 proposé du C.J.

1. Les mots "en cas de défaut" figurant au paragraphe 1er, alinéa 1er, proposé, ne sont pas compréhensibles. Si une partie a fait défaut, il aura normalement été pris jugement contre elle, de sorte que la cause étant jugée ne sera plus maintenue au rôle.

2. Au paragraphe 2., a), alinéa 2, proposé, le tribunal de police a été oublié.

3. Le paragraphe 2, a), prévoit un système en deux étapes. Il précise :

"Six mois avant l'expiration du délai prévu à l'alinéa 1er, le greffier informe, par simple lettre, les personnes qui représentent les parties ... que leur cause risque d'être rayée du rôle."

Dans un second temps,

"Les parties et leurs conseils sont convoqués ... à comparaître à l'audience où est inscrite la cause en vue de sa radiation d'office."

.../...

Les développements de la proposition précisent que :

"Si aucune suite n'est donnée à la lettre du greffier, les parties sont convoquées par pli judiciaire à comparaître à l'audience à laquelle la cause est inscrite en vue de sa radiation.".

Le texte de la proposition ne traduit cependant pas cette intention. D'autre part, le Conseil d'Etat se demande ce qu'il faut entendre par "suite". Cela ne peut être qu'un accord des parties pour la radiation ou le maintien de la cause au rôle.

Par ailleurs, le paragraphe 2, a), alinéa 5, proposé, dispose :

"Les parties ou leurs conseils peuvent demander le maintien de la cause au rôle général, faute de quoi la cause est rayée d'office.".

La proposition n'indique pas clairement qu'il suffit qu'une seule partie le demande pour que la cause soit maintenue au rôle.

Article 12

Article 734bis proposé du C.J.

L'alinéa 1er de l'article 734bis proposé dispose que la convocation des parties par le juge leur demandant de fournir des informations complémentaires ou pour rechercher activement un compromis entre elles peut avoir lieu "Dans

.../...

tous les cas et en tout état de cause" (dans la version néerlandaise : "in alle gevallen, en in elke stand van het geding") alors qu'en vertu de l'alinéa 2, cette convocation ne peut avoir lieu que dans un délai d'un mois à compter du dépôt des conclusions par le défendeur ou l'opposant. Cette contradiction doit être levée.

Par ailleurs, l'on peut se demander s'il n'est pas prématuré de donner la possibilité au juge de convoquer les parties dès que le défendeur a déposé ses conclusions, alors que des informations importantes pourront être trouvées dans les conclusions du demandeur.

Article 13

Article 735 proposé du C.J.

1. En vertu de l'article 735, § 1er, alinéa 3, proposé, devant le tribunal de première instance,

"... les causes qui n'appellent que des débats succincts et les causes urgentes sont instruites à la première audience de la chambre des plaidoiries qui suit le renvoi, pour autant que la demande motivée en ait été faite dans l'acte introductif d'instance ou par la partie défenderesse dans sa déclaration de comparution ou, au plus tard, la veille de l'audience.".

L'article 735, § 1er, alinéa 4, proposé, prévoit également la possibilité de plaider à l'audience d'introduction du juge de paix et du tribunal de police, mais ne précise pas que la demande doit en avoir été faite par l'une des parties. L'on n'aperçoit pas ce qui justifie cette

.../...

différence entre le tribunal de première instance d'une part, le juge de paix et le tribunal de police, d'autre part.

2. L'article 735, § 1er, alinéa 4, proposé, précise :

"... Dans les autres causes, les délais pour conclure et la date de l'audience sont fixés à l'audience d'introduction."

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle la précision concernant le sort des causes qui ne font pas l'objet de la procédure des débats succincts, qui figure déjà à l'article 726, est rappelée uniquement pour la procédure devant le juge de paix ou le tribunal de police et non pour la procédure de droit commun. Cette redite doit être supprimée.

Article 14

Article 736, alinéa 2, proposé

1. A la quatrième ligne, il est indispensable d'ajouter une virgule après les mots "d'introduction".

2. L'article 736, alinéa 2, proposé, dispose que lorsque le demandeur ne communique pas ses pièces au défendeur dans les huit jours de l'audience d'introduction, le défendeur "peut demander, dans les quatorze jours, que

.../...

soient fixés de nouveaux délais pour conclure ou une nouvelle date pour l'audience". La proposition ne précise cependant pas à partir de quand court le délai de quatorze jours. Les développements de la proposition indiquent que les quatorze jours courent à partir de la communication des nouvelles pièces.

Ce système pose de nombreuses questions :

- 1° l'article 736, alinéa 2, semble avoir une portée générale et pourrait donc s'appliquer à la communication d'une pièce à une partie qui a déjà conclu. Faut-il alors appliquer les dispositions de l'article 748 proposé du Code judiciaire ?
- 2° tel qu'il est expliqué dans les développements de la proposition, l'article 736, alinéa 2, ne semble concerner que la communication tardive de nouvelles pièces. Que vise-t-on exactement par les mots "nouvelles pièces" ? Qu'advient-il si le demandeur ne communique pas dans le délai légal une pièce, voire toutes les pièces, mentionnées dans l'inventaire ? L'article 736, alinéa 1er, actuel, prévoit la surséance de la procédure. Cette solution est cependant rejetée dans les développements de la proposition ... sans que l'article 736, alinéa 1er, ne soit cependant abrogé;
- 3° en réalité, quatre mécanismes différents existent en cas de non-communication ou de communication tardive d'une pièce :
 - a) la surséance visée à l'article 736, alinéa 1er;

.../...

- b) le rejet de la pièce des débats conformément à l'article 740 actuel qui dispose que

"Tous mémoires, notes ou pièces non communiqués au plus tard en même temps que les conclusions ou, dans le cas de l'article 735, avant la clôture des débats, sont écartés d'office des débats.";

- c) le nouveau mécanisme prévu par la proposition qui prévoit que la partie adverse peut demander, dans les quatorze jours, que soient fixés de nouveaux délais pour conclure ou une nouvelle date pour l'audience;
- d) la demande de nouveaux délais pour conclure conformément à l'article 748 proposé.

Il convient d'harmoniser ces différents mécanismes.

3. L'article 736, alinéa 3, proposé, dispose que :

"Le demandeur ne peut faire usage d'autres pièces que celles mentionnées dans l'inventaire repris dans l'acte introductif d'instance, sauf si l'usage de nouvelles pièces est nécessaire pour répliquer aux conclusions et pièces de la partie adverse. ...".

L'on peut craindre que cette règle n'engendre des difficultés sans fin sur le caractère nécessaire du dépôt d'une pièce.

.../...

4. Le dernier alinéa de l'article 736 proposé dispose que :

"Les parties déposent les originaux de leurs pièces au greffe en même temps que leurs conclusions ...".

Cette disposition paraît inapplicable au demandeur qui doit communiquer ses pièces au défendeur avant d'avoir lui-même conclu.

En conclusion, l'article 14 de la proposition doit être fondamentalement repensé.

Article 17

Article 745 proposé du C.J.

1. L'on n'aperçoit pas l'utilité de l'article 745, alinéa 2, proposé, qui fait double emploi avec l'alinéa 1er actuel.

2. L'article 745, alinéa 3, proposé, dispose :

"Les conclusions qui ne sont pas adressées à la partie adverse ou à son conseil le jour de leur dépôt au greffe sont d'office écartées des débats, sauf si les parties en conviennent autrement de manière expresse.".

.../...

Il appartient à celui qui envoie des conclusions de se ménager une preuve de la réception de celle-ci par la partie adverse, et ce d'autant plus que la proposition supprime l'article 745, alinéa 2, qui réputait accomplie la communication des conclusions cinq jours après l'envoi.

Par ailleurs, l'on aperçoit pas pour quelle raison une partie ne pourrait pas communiquer ses conclusions à la partie adverse antérieurement à leur dépôt au greffe.

Article 18

Article 747, § 1er, proposé

1. Les délais dont dispose le défendeur pour conclure commencent à courir à l'audience d'introduction du juge de paix, du tribunal de police ou à la première audience de la chambre des plaidoiries qui suit le renvoi. L'attention de l'auteur de la proposition est attirée sur le fait qu'au début de ces délais, le défendeur ne sera peut-être pas encore en possession des pièces du demandeur qui dispose de huit jours pour les communiquer à partir de l'audience d'introduction de la chambre d'introduction, du juge de paix ou du tribunal de police. Cela revient à réduire de manière injustifiée le délai utile de conclusion du défendeur.

.../...

2. A l'alinéa 6, on n'aperçoit pas le sens des mots "Sans préjudice de l'application de l'article 748, § 2", alors que l'article 748 proposé n'est nullement divisé en paragraphes.

Par ailleurs, cet alinéa est quasi identique à l'article 747, § 3, alinéa 6, proposé.

Article 747, § 2, proposé

1. L'alinéa 2 dispose que c'est dans l'acte introductif d'instance que le demandeur peut demander une prolongation ou une réduction des délais légaux fixés pour le dépôt des conclusions. L'on se demande cependant si, à ce stade du litige, le demandeur sera en mesure d'apprécier la complexité de la cause. Bien souvent, après la réception des conclusions du défendeur, le demandeur se rend compte que la cause est bien plus complexe qu'il ne l'avait cru initialement.

Plus fondamentalement, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle seul le demandeur, et non le défendeur, peut demander une modification des délais légaux. Cette différence n'est pas justifiée.

2. A l'alinéa 3, tout comme au paragraphe 3, alinéas 2 et 3, on se demande pour quelle raison le tribunal de police n'est plus mentionné.

.../...

De même, au dernier alinéa, quelle est la raison pour laquelle seule la "chambre des plaidoiries" est mentionnée ?

3. A l'alinéa 3, la référence à l'article 726, § 2, est non seulement inutile, mais également inexacte. L'article 726 proposé n'est pas divisé en paragraphes.

Article 747, § 3, proposé

1. La plupart des règles contenues dans le paragraphe 3 ont déjà été énoncées dans les paragraphes ou les articles précédents.

2. A l'alinéa 2, il est précisé :

"Le juge de paix détermine, à l'audience d'introduction, les délais pour conclure et fixe la date de l'audience, sauf pour les causes qui doivent être instruites et jugées à l'audience d'introduction.".

Cette dernière précision va de soi et est, dès lors, inutile. Elle n'est d'ailleurs pas mentionnée à l'alinéa précédent qui concerne la "chambre des plaidoiries".

3. A l'alinéa 4, le Conseil d'Etat se demande pourquoi faire courir le délai à partir de "l'audience d'introduction à la chambre d'introduction" alors qu'il n'y

.../...

a pas de chambre d'introduction au niveau du juge de paix ou du tribunal de police.

4. L'alinéa 4 dispose que l'ordonnance déterminant les délais pour conclure et la date de l'audience est notifiée (1) par exploit d'huissier.

La signification par exploit d'huissier par les soins du greffe pose la question à la requête de qui l'ordonnance doit être signifiée et qui en avancera les frais.

Article 747, § 4, proposé

1. A l'alinéa 1er, il est fait mention d'une requête alors que la version néerlandaise fait état d'une notification. L'on suppose que l'auteur de la proposition a voulu faire référence à la notification de l'ordonnance fixant les délais pour conclure et la date de l'audience.

2. Le formulaire de demande de plaidoiries doit être envoyé à toutes les parties à la cause et non pas seulement au demandeur.

(1) L'on suppose que l'auteur de la proposition a voulu écrire "signifiée".

3. Le texte proposé reste en défaut de prévoir comment les parties seront averties qu'il y a lieu de plaider la cause lorsque l'une d'entre elles le demande.

4. A l'alinéa 2, il est indiqué que si le formulaire de demande de plaidoiries n'est pas renvoyé dans le délai prévu, "les débats sont clos et la cause est prise (lire : mise) en délibéré à la date qui a été fixée pour les plaidoiries". Mieux vaut régler la question de la clôture des débats à l'article 769 du Code judiciaire.

Article 747, § 5, proposé du C.J.

Il convient de distinguer l'hypothèse où les parties ont déjà conclu et désirent seulement obtenir une date de plaidoiries de l'hypothèse où l'une des parties reste en défaut de conclure après le renvoi au rôle. Dans cette seconde hypothèse, il convient que la proposition règle la procédure. En effet, le renvoi "aux dispositions du présent article" ne permet pas de régler cette question.

Le paragraphe 5 doit être entièrement revu.

Article 19

Article 748 proposé du C.J.

A l'alinéa 1er, il y a lieu de mentionner également la découverte d'une pièce nouvelle.

.../...

Article 24Article 1057, alinéa 2, proposé du C.J.

Tel qu'il est proposé, le nouvel article 1057, alinéa 2, se lirait comme suit :

"Le cas échéant l'acte d'appel contient aussi l'indication du nom de l'avocat de l'appelant et l'inventaire des pièces qui sont utilisées dans la procédure ainsi que, le cas échéant, une demande motivée de dérogation aux délais légaux fixés pour conclure."

L'expression "le cas échéant" - qui est utilisée deux fois dans la même phrase - pourrait donner à penser que l'inventaire des pièces n'est pas obligatoire ce qui n'est évidemment pas le cas.

Article 27Article 1065 proposé du C.J.

Compte tenu de l'article 1042 du Code judiciaire, l'article 1065 proposé doit être omis.

.../...

Article 28Article 1066 proposé du C.J.

1. A l'alinéa 1er, l'auteur de la proposition semble avoir perdu de vue l'hypothèse où il y aurait défaut en degré d'appel.

2. A l'alinéa 2, les mots "conformément aux articles 726 et 1063" sont inutiles et seront omis.

3. A l'alinéa 3, la proposition gagnerait à indiquer le délai dans lequel doit être formulée la demande de la partie défenderesse (1) de retenir la cause à l'audience d'introduction.

(1) L'on suppose que l'auteur de la proposition a voulu écrire "l'intimée".

ALGEMENE OPMERKING

Met het wetsvoorstel worden ingrijpende veranderingen in het procesrecht ingevoerd. In de toelichting is sprake van een "Copernicaanse revolutie in de burgerlijke procedure". Het voorstel leidt inzonderheid tot een grondige wijziging van de organisatie van de terechtzittingen van de burgerlijke rechtbanken, de rechtbanken van koophandel, de arbeidsrechtbanken, de vredegerechten en de politierechtbanken.

Nog vóór enig juridisch vraagstuk aan de orde gesteld wordt, doet het voorstel vragen rijzen omtrent de wenselijkheid van de regeling, over welke vragen de afdeling wetgeving van de Raad van State zich niet mag uitspreken : is het wenselijk het burgerlijk procesrecht grondig te wijzigen, terwijl de laatste hervormingen dateren van minder dan tien jaar geleden (1992 en 1995) ? Is voor de meeste rechtscolleges en arrondissementen gebleken dat het noodzakelijk is de wijze waarop zaken in staat van wijzen worden gebracht diepgaand te hervormen ? Zullen de nieuwe regels in de praktijk worden toegepast, gelet op de materiële middelen en het menselijk potentieel waarover de rechtscolleges beschikken? Zullen ze een reële verbetering tot stand brengen ?

Het is derhalve wenselijk het advies van de Hoge Raad voor de Justitie en van de Adviesraad van de magistratuur te vragen, ook al zijn die adviezen geen voorafgaande vormvereisten.

.../...

Artikel 259bis-12 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt :

"De verenigde advies- en onderzoekscommissie [van de Hoge Raad voor de Justitie] bereidt, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de algemene vergadering, de Minister van Justitie of de meerderheid van de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers of van de Senaat de adviezen en voorstellen voor over :

- 1° de algemene werking van de rechterlijke orde;
 - 2° de wetsvoorstellen en -ontwerpen die een weerslag hebben op de algemene werking van de rechterlijke orde;
- (...).".

Artikel 5, § 1, van de wet van 8 maart 1999 tot instelling van een Adviesraad van de magistratuur bepaalt het volgende :

"De Adviesraad heeft als opdracht hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de minister van Justitie of van de Wetgevende Kamers adviezen te geven en met hen overleg te plegen over al hetgeen betrekking heeft op het statuut, de rechten en de werkomstandigheden van de rechters en de ambtenaren van het openbaar ministerie.".

Indien zulk een ingrijpende wijziging van het burgerlijk procesrecht niet eerst grondig overdacht wordt, samen met specialisten in procesrecht en met alle practici, kan dit gevolgen hebben die nog nadeliger zijn dan de kwalen die het voorstel beoogt weg te werken.

.../...

Voorzichtigheid is geboden, temeer daar met het onderzochte voorstel een vrij gecompliceerde regeling ingesteld wordt en het voorstel talrijke vragen opwerpt die niet aan de indiener van het voorstel zijn kunnen worden voorgelegd.

Bijzondere opmerkingen

Artikel 1

Overeenkomstig de wetgevingstechniek schrijve men : "als bedoeld in".

Artikel 2

Voorgesteld artikel 700 van het Gerechtelijk Wetboek

1. Op bladzijde 7 en 8 van de toelichting wordt op het volgende gewezen :

"Daarenboven legt het verzoekschrift op tegenspraak een grotere rol bij de rechter, die het verzoekschrift vooraleer het wordt toegestuurd aan de tegenpartij, controleert op nietigheden, onbevoegdheden, enz.".

Deze bedoeling mag niet worden omgezet in het voorstel, aangezien ze wezenlijk in strijd is met de rechten van verdediging. De rechter mag geen uitspraak doen zonder de partijen te hebben gehoord.

.../...

2. Het voorgestelde artikel 700, eerste lid, bepaalt het volgende :

"Hoofdvorderingen worden voor de rechter gebracht door middel van dagvaarding, door verzoekschrift op tegenspraak of door middel van dagvaarding bij exploit, ...".

Volgens het Gerechtelijk Wetboek wordt een dagvaarding bij deurwaardersexploit betekend. Het gaat daarbij om terminologie met een algemene strekking; er is geen reden om die te wijzigen.

Onderafdeling 1. Algemene bepalingen

In deze onderafdeling wordt niet voorzien in een oproeping van de partijen, wat wel het geval is in de huidige artikelen 1034sexies en 1344bis, vierde lid. Deze leemte dient te worden aangevuld.

Artikel 3

Voorgesteld artikel 701/1 van het G.W.

Aangezien het voorstel het mogelijk wil maken om voor alle aangelegenheden een zaak in te leiden door middel van een verzoekschrift op tegenspraak, is er geen grond om in het Gerechtelijk Wetboek - en zelfs niet in de bijzondere wetten - bepalingen te handhaven die specifiek gelden voor

.../...

verzoekschriften op tegenspraak in bepaalde aangelegenheden (1), tenzij die bepalingen bijzondere gevallen opleveren, die objectief gewettigd zijn ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, en die de wetgever wil behouden (2).

Voorgesteld artikel 701/2 van het G.W.

1. In 6° staat dat het verzoekschrift op tegenspraak "de handtekening van de verzoeker of van wie hem overeenkomstig artikel 728 vertegenwoordigt", moet bevatten.

Volgens de toelichting bij het voorstel mag het verzoekschrift ondertekend worden door een advocaat of gerechtsdeurwaarder. In artikel 728 wordt echter geen melding gemaakt van een gerechtsdeurwaarder. Het voorstel moet worden aangevuld zodat het ook de gerechtsdeurwaarder vermeldt.

2. In 7° wordt voorgeschreven dat het verzoekschrift op tegenspraak "de plaats, de dag en het uur van verschijning" moet vermelden. Die vermelding wordt echter

(1) Zoals bijvoorbeeld artikel 1344bis, dat betrekking heeft op verzoekschriften op tegenspraak in zaken betreffende de huur van goederen

(2) Er zij opgemerkt dat de ontworpen bepalingen en de bijzondere bepalingen cumulatief toegepast zullen worden, tenzij deze bepalingen tegenstrijdig zijn. In dat geval hebben de bijzondere bepalingen de overhand.

niet op straffe van nietigheid voorgeschreven. Het gaat daarbij om een ongewettigd verschil (1) met artikel 1057, eerste lid, 8°, van het Gerechtelijk Wetboek, dat bepaalt dat de akte van hoger beroep op straffe van nietigheid "de plaats, de dag en het uur van verschijning ..." vermeldt.

3. Artikel 701/2, 8°, bepaalt dat het verzoekschrift op tegenspraak "de inventaris van de stukken (bevat) zoals die zullen gebruikt worden in de procedure". Het voorgestelde artikel 702, tweede lid, bepaalt het volgende :

"Bovendien bevat het exploit van dagvaarding een inventaris van de stukken die zullen gebruikt worden in de procedure, ...".

In de beide bepalingen behoort dezelfde terminologie te worden gebruikt. Deze opmerking geldt ook voor de Franse tekst van onderdeel 9° en het voorgestelde artikel 702, tweede lid.

Voorgesteld artikel 701/4 van het G.W.

Aangezien minstens één exemplaar van het verzoekschrift bestemd is voor het dossier van de rechtbank, dient bepaald te worden dat het verzoekschrift in evenveel

(1) temeer daar in de toelichting bij het voorstel het volgende staat : "De indieners van dit wetsvoorstel opteren derhalve voor een identiek systeem als het verzoekschrift in hoger beroep."

exemplaren als er partijen zijn, plus één, moet worden ingediend.

Voorgesteld artikel 701/5 van het G.W.

In deze bepaling staat het volgende :

"De zaak wordt ingeschreven op de algemene rol zoals bepaald is in artikel 716.".

Deze bepaling lijkt nutteloos, aangezien artikel 716 een algemene strekking heeft en van toepassing is op alle inschrijvingen op de rol, ongeacht op welke wijze de vordering is ingesteld.

Artikel 6

Artikel 704, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt in verband met een aantal aangelegenheden het volgende :

"... de vorderingen (worden) ingeleid bij verzoekschrift, neergelegd ter griffie van de arbeidsrechtbank of bij aangetekende brief gezonden aan die griffie; de partijen worden door de griffie opgeroepen om te verschijnen op de zitting die de rechter bepaalt. De oproeping vermeldt het voorwerp van de vordering.".

In artikel 704, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek staat het volgende :

.../...

"De bepalingen van het Vierde Deel, Boek II, titel Vbis, met de artikelen 1034bis tot 1034sexies, zijn niet van toepassing."

Dit voorschrift strekte ertoe een cumulatieve toepassing van het bepaalde in artikel 704, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek en van de algemene bepalingen van de artikelen 1034bis en volgende van het Gerechtelijk Wetboek te voorkomen, om de door artikel 704, eerste lid, geboden soepelheid te bewaren (1).

Indien de indiener van het voorstel een specifieke regeling wil handhaven voor de verzoekschriften bedoeld in artikel 704, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, moet hij het tweede lid niet opheffen, maar wijzigen, door daarin te verwijzen naar de artikelen 701/1 tot 701/5. Zo niet behoort artikel 704 volledig te worden opgeheven.

Artikel 8

Voorgesteld artikel 726 van het G.W.

1. De Raad van State vraagt zich af wat precies de werkingssfeer is van de in het voorstel uitgewerkte regeling voor een trapsgewijs onderzoek van de zaken. Het voorgestelde artikel 726, eerste lid, heeft betrekking op de "burgerlijke zaken die tot de bevoegdheid van de rechtbank

(1) Zie S. RAES, "La requête contradictoire", in Le droit judiciaire rénové. Premier commentaire de la loi du 3 août 1992 modifiant le Code judiciaire, Brussel, Kluwer, 1992, nrs. 13 en 15, blz. 85 en 86.

van eerste aanleg behoren". De nieuwe procedure zou bijgevolg niet gelden voor arbeidsrechtbanken, noch voor rechtbanken van koophandel. De bepaling wordt echter tegengesproken door het voorgestelde artikel 747, § 1, derde lid, dat ook betrekking heeft op rechtbanken van koophandel en op arbeidsrechtbanken.

2. Het voorgestelde artikel 726, eerste lid, bepaalt het volgende :

"De zaken waarin de verweerder verstek laat ... worden op de inleidende zitting aangehouden en behandeld."

De vraag rijst wat er geschiedt wanneer er geen verstek is gevorderd is tegen de partij die niet op de inleidende zitting is verschenen. Artikel 803 van het Gerechtelijk Wetboek, dat niet wordt opgeheven door het voorstel, bepaalt dat de niet-verschenen partij in dat geval door de griffier bij gerechtsbrief wordt opgeroepen ter zitting waartoe de zaak is verdaagd of waarop de zaak achteraf zal dienen. De mogelijkheid om die bepaling toe te passen lijkt echter te worden tegengesproken door de opheffing van de huidige tekst van de artikelen 726 en 735, § 4, op grond waarvan een zaak tot een bepaalde dag kon worden uitgesteld of naar de rol kon worden verwezen, en door de toelichting bij het voorstel, waarin herhaaldelijk wordt gesteld dat de mogelijkheid voor de rechter om een zaak naar de rol te verwijzen of tot een bepaalde dag uit te stellen, worden afgeschaft.

.../...

De indiener van het voorstel dient nadere uitleg te verstrekken over de verenigbaarheid van de geplande procedureregeling met artikel 803 van het Gerechtelijk Wetboek.

3. In de nieuwe procedure wordt een onderscheid gemaakt tussen de dringende zaken, die behandeld en berecht worden (1) op de eerste zitting van een pleitkamer of op de inleidende zitting van het vredegerecht of van de politierechtbank, en de overige zaken. De aandacht van de indiener van het voorstel wordt erop gevestigd dat de voorzitters van de rechtbanken bij voorraad uitspraak doen in de gevallen waarvan zij de spoedeisendheid erkennen (kort geding). Noch in het voorstel, noch in de toelichting daarbij wordt aangegeven hoe deze twee begrippen van spoedeisendheid naast elkaar zullen bestaan.

4. Het voorgestelde artikel 726, derde lid, bepaalt het volgende :

"Voor het vredegerecht en de politierechtbank worden alle zaken waarin slechts korte debatten nodig zijn of die hoogdringend zijn op de inleidende zitting aangehouden en behandeld."

In tegenstelling tot het eerste lid, dat betrekking heeft op rechtbanken van eerste aanleg, wordt in het derde lid niet

(1) Verondersteld wordt dat de indiener van het voorstel "in beraad genomen" heeft willen schrijven.

bepaald wat er geschiedt met zaken waarin de verweerder verstek laat gaan en met niet-betwiste zaken.

5. Het voorgestelde artikel 726, vierde lid, heeft betrekking op "niet op deze wijze behandelde zaken". Verondersteld wordt dat deze zinsnede niet alleen slaat op de zaken die niet spoedeisend zijn, of mogelijk slechts korte debatten behoeven, maar ook op de zaken die, ofschoon ze wel één van die kenmerken vertonen, niet op de eerste terechtzitting zijn kunnen worden behandeld wegens overbelasting van de rol.

6. Volgens het voorgestelde artikel 726, vierde lid, kunnen de partijen pas op de inleidende zitting van een pleitkamer vragen dat de zaak naar de rol wordt verwezen. Zulk een werkwijze lijkt de inleidende zitting van die kamer echter nodeloos te belasten. Indien de partijen akkoord gaan met een verwijzing naar de rol, zou het eenvoudiger en sneller zijn om die verwijzing reeds vanaf de zitting van de inleidingskamer te laten plaatsvinden.

Artikel 9

Voorgesteld artikel 727 van het G.W.

Deze bepaling heeft betrekking op "de inleidende zitting van de inleidingskamer". De indiener van het voorstel wordt erop gewezen dat het begrip "inleidingskamer"

.../...

niet van toepassing is op vredegerechten en politierechtbanken.

Artikel 11

Voorgesteld artikel 730 van het G.W.

1. De woorden "in staat van verstek" in de voorgestelde paragraaf 1, eerste lid, zijn niet bevattelijk. Indien een partij verstek heeft laten gaan, is er normaal gezien een uitspraak gedaan in het nadeel van die partij, zodat de zaak, aangezien ze beslecht is, niet meer op de rol blijft staan.

2. In de voorgestelde paragraaf 2, a), tweede lid, zijn de politierechtbanken over het hoofd gezien.

3. Paragraaf 2, a), voorziet in een regeling in twee fasen. Het bepaalt het volgende :

"Zes maanden voor het verstrijken van de in het eerste lid vermelde termijn brengt de griffier de personen die de partijen ... vertegenwoordigen, met een gewoon schrijven op de hoogte van het feit dat hun zaak in aanmerking komt voor doorhaling."

In een tweede fase,

.../...

"(worden) de partijen ... en hun raadslieden ... opgeroepen om te verschijnen op de zitting waarop de zaak is vastgesteld voor ambtshalve doorhaling."

In de toelichting bij het voorstel staat het volgende :

"Wordt aan dit eerste schrijven geen gevolg gegeven, dan worden de partijen bij gerechtsbrief opgeroepen om te verschijnen op de zitting waarop de zaak is gefixeerd voor weglating."

Die bedoeling wordt echter niet weergegeven in het voorstel. Daarenboven is het de Raad van State niet duidelijk wat verstaan moet worden onder "gevolg". Dat kan alleen maar de instemming van de partijen zijn met afvoering van of handhaving op de rol.

De voorgestelde paragraaf 2, a), vijfde lid, bepaalt bovendien het volgende :

"Partijen of hun raadslieden kunnen een verzoek tot handhaving op de algemene rol doen, bij ontstentenis waarvan de zaak ambtshalve wordt doorgehaald."

In het voorstel wordt niet duidelijk weergegeven dat, om de zaak op de rol te handhaven, het voldoende is dat één enkele partij het vraagt.

.../...

Artikel 12

Voorgesteld artikel 734bis van het G.W.

Het eerste lid van het voorgestelde artikel 734bis bepaalt dat de rechter de partijen "in alle gevallen, en in elke stand van het geding" (in de Franse versie : "Dans tous les cas et en tout état de cause") kan oproepen om hem nadere inlichtingen te verstrekken of om actief tot een vergelijk tussen de partijen proberen te komen, terwijl krachtens het tweede lid, de rechter ze daartoe alleen kan oproepen binnen een maand te rekenen vanaf de indiening van de conclusie door de verweerder of eiser in verzet. Die tegenstrijdigheid moet worden weggewerkt.

Overigens rijst de vraag of het niet voorbarig is de rechter de mogelijkheid te bieden om de partijen op te roepen zodra de verweerder zijn conclusie heeft ingediend, aangezien de conclusie van de eiser nog belangrijke informatie kan bevatten.

Artikel 13

Voorgesteld artikel 735 van het G.W.

1. Krachtens het voorgestelde artikel 735, § 1, derde lid, worden bij de rechtbank van eerste aanleg

"[...] de zaken waarvoor slechts korte debatten nodig zijn, of die hoogdringend zijn, behandeld op de eerstvolgende zitting van de pleitkamer na de ver-

.../...

wijzing, voor zover daartoe een met redenen omkleed verzoek is gedaan in de akte van rechtsingang of door de verwerende partij in haar verklaring van verschijning of uiterlijk de dag voor de zitting."

Het voorgestelde artikel 735, § 1, vierde lid, biedt voorts de mogelijkheid om op de inleidende zitting van de vrederechter of van de politierechtbank te pleiten, terwijl daarbij niet wordt bepaald dat een van de partijen daarom moet hebben verzocht. De reden voor dat onderscheid tussen de rechtbank van eerste aanleg, enerzijds, en de vrederechter en de politierechtbank, anderzijds, is niet duidelijk.

2. In het voorgestelde artikel 735, § 1, vierde lid, wordt het volgende bepaald :

"[...] Voor de andere zaken worden op de inleidende zitting de conclusietermijnen en de rechtsdag bepaald."

De Raad van State ziet niet in waarom deze, reeds in artikel 726 vervatte precisering betreffende de verdere behandeling van de zaken waarvoor de procedure van de korte debatten niet geldt, alleen wordt herhaald voor de procedure bij de vrederechter of bij de politierechtbank en niet voor de gemeenrechtelijke procedure. Die herhaling behoort te vervallen.

.../...

Artikel 14

Voorgesteld artikel 736, tweede lid

1. Op de vierde regel van de Franse tekst moet op de woorden "d'introduction" een komma volgen.

2. Volgens het voorgestelde artikel 736, tweede lid, kan de verweerder, wanneer de eiser hem zijn stukken niet binnen acht dagen na de inleidende zitting bezorgt, "binnen veertien dagen om nieuwe conclusietermijnen of een nieuwe rechtsdag verzoeken". In het voorstel wordt evenwel niet vermeld wanneer die termijn van veertien dagen ingaat. In de toelichting bij het voorstel staat dat die termijn van veertien dagen ingaat met de overlegging van nieuwe stukken.

Die regeling doet veel vragen rijzen :

- 1° artikel 736, tweede lid, lijkt een algemene strekking te hebben en zou dan ook van toepassing kunnen zijn op het overleggen van een stuk aan een partij die reeds conclusie heeft genomen. Moeten dan de bepalingen van het voorgestelde artikel 748 van het Gerechtelijk Wetboek worden toegepast ?
- 2° afgaand op de uitleg die daarover in de toelichting bij het voorstel wordt gegeven, heeft artikel 736, tweede lid, blijkbaar alleen betrekking op het te laat overleggen van nieuwe stukken. Wat wordt juist onder de woorden "nieuwe stukken" verstaan? Wat gebeurt er

.../...

wanneer de eiser één of zelfs alle stukken die hij in de inventaris heeft vermeld niet binnen de wettelijke termijn overlegt ? Het huidige artikel 736, eerste lid, bepaalt dat de rechtspleging in dat geval geschorst wordt. Die oplossing wordt evenwel verworpen in de toelichting bij het voorstel, terwijl artikel 736, eerste lid, niet wordt opgeheven;

3° voor het geval een stuk niet of te laat wordt overgelegd, bestaan er in feite vier verschillende mechanismen :

- a) de schorsing waarvan sprake is in artikel 736, eerste lid;
- b) het uit de debatten weren van dat stuk overeenkomstig het huidige artikel 740, dat bepaalt :

"Alle memories, nota's of stukken die niet ten laatste tegelijk met de conclusies of, bij toepassing van artikel 735, vóór de sluiting der debatten zijn overgelegd, worden ambtshalve uit de debatten geweerd.";

- c) het nieuwe mechanisme dat vervat is in het voorstel, volgens hetwelk de tegenpartij binnen veertien dagen om nieuwe conclusietermijnen of een nieuwe rechtsdag kan verzoeken;
- d) het verzoek om nieuwe conclusietermijnen overeenkomstig het voorgestelde artikel 748.

.../...

Die onderscheiden mechanismen dienen beter op elkaar te worden afgestemd.

3. Het voorgestelde artikel 736, derde lid, luidt als volgt :

"Door de eiser mogen geen andere stukken gebruikt worden buiten deze vermeld in de inventaris opgenomen in de akte van rechtsingang, behalve wanneer het aanwenden van nieuwe stukken noodzakelijk is als repliek op de conclusies en stukken van de tegenpartij. [...]"

Te vrezen valt dat die regel eindeloze moeilijkheden zal opleveren omtrent de vraag of het indienen van een stuk noodzakelijk is.

4. Het laatste lid van het voorgestelde artikel 736 bepaalt :

"De partijen dienen het origineel van hun stukken samen met hun conclusies in ter griffie. [...]"

Deze bepaling lijkt onuitvoerbaar ten aanzien van de eiser die zijn stukken aan de verweerder moet overleggen voordat hij zelf conclusie heeft genomen.

De slotsom is dan ook dat artikel 14 van het voorstel grondig moet worden herzien.

Artikel 17

.../...

Voorgesteld artikel 745 van het G W

1. Het is niet duidelijk wat het nut is van het voorgestelde artikel 745, tweede lid, dat het huidige eerste lid overlapt.

2. Het voorgestelde artikel 745, derde lid, bepaalt :

"De conclusies die niet op dezelfde dag worden opgestuurd aan de wederpartij of haar raadsman, worden ambtshalve uit de debatten geweerd, behoudens in geval van uitdrukkelijk andersluidend akkoord van de partijen.".

Wie conclusies opstuurt, moet zelf kunnen bewijzen dat de tegenpartij ze ontvangen heeft, te meer daar artikel 745, tweede lid, waarbij de overlegging van de conclusies wordt geacht te zijn verricht vijf dagen na de toezending, volgens het wetsvoorstel vervangen wordt.

Voorts is het niet duidelijk waarom een partij haar conclusie niet aan de tegenpartij zou kunnen overleggen voordat ze ter griffie wordt neergelegd.

.../...

Artikel 18

Voorgesteld artikel 747, § 1

1. De termijnen waarover de verweerder beschikt om conclusie te nemen, beginnen te lopen vanaf de inleidende zitting van de vrederechter of de politierechtbank of vanaf de eerste zitting van de "pleitkamer" na de verwijzing. De indiener van het voorstel wordt erop attent gemaakt dat de verweerder bij het begin van die termijnen misschien nog niet in het bezit is van de stukken van de eiser, die vanaf de inleidende zitting van de inleidingskamer, de vrederechter of de politierechtbank, immers acht dagen de tijd heeft om zijn stukken over te leggen. Dat komt neer op een onterechte verkorting van de voorgeschreven conclusietermijn van de verweerder.

2. In het zesde lid is niet duidelijk wat met de woorden "Onverminderd de toepassing van artikel 748, § 2" wordt bedoeld, want het voorgestelde artikel 748 is helemaal niet in paragrafen ingedeeld.

Bovendien stemt dat lid nagenoeg helemaal overeen met het voorgestelde artikel 747, § 3, zesde lid.

Voorgesteld artikel 747, § 2

1. In het tweede lid staat dat de eiser in de akte van rechtsingang om een verlenging of verkorting van de

.../...

wettelijke conclusietermijnen kan verzoeken. De vraag rijst evenwel of de eiser in dat stadium van het geschil in staat is om de complexiteit van de zaak in te schatten. Vaak beseft de eiser pas nadat hij de conclusies van de verweerder heeft ontvangen dat de zaak ingewikkelder is dan hij aanvankelijk had gedacht.

Meer fundamenteel ziet de Raad van State niet in waarom alleen de eiser om een wijziging van de wettelijke termijnen mag verzoeken en de verweerder niet. Dat verschil is niet verantwoord.

2. Bij het derde lid en bij paragraaf 3, tweede en derde lid, vraagt de Raad van State zich af waarom de politierechtbank niet meer wordt vermeld.

Zo is het al even onduidelijk waarom in het laatste lid alleen de "pleitkamer" wordt vermeld.

3. In het derde lid is de verwijzing naar artikel 726, § 2, niet alleen overbodig, maar ook fout. Het voorgestelde artikel 726 is niet in paragrafen ingedeeld.

Voorgesteld artikel 747, § 3

1. De meeste regels in paragraaf 3 zijn al vermeld in vorige paragrafen of artikelen.

.../...

2. In het tweede lid staat :

"De vrederechter bepaalt op de inleidende zitting de conclusietermijnen en de rechtsdag, behoudens voor de zaken die [...] moeten worden behandeld en berecht op de inleidende zitting.".

Deze laatste verduidelijking ligt voor de hand en is dus overbodig. Ze komt trouwens niet voor in het vorige lid, dat betrekking heeft op de "pleitkamer".

3. Bij het vierde lid vraagt de Raad van State zich af waarom de termijn begint te lopen vanaf "de inleidende zitting op de inleidingskamer", terwijl er op het niveau van de vrederechter of de politierechtbank geen inleidingskamer bestaat.

4. Het vierde lid bepaalt dat de kennisgeving (1) van de beschikking tot bepaling van de conclusietermijnen en de rechtsdag bij deurwaardersexploot geschiedt.

De betekening bij deurwaardersexploot door toedoen van de griffie doet de vraag rijzen op wiens verzoek de beschikking moet worden betekend en wie het geld zal voorschieten om de kosten daarvan te betalen.

Voorgesteld artikel 747, § 4

(1) Verondersteld wordt, dat de indiener van het voorstel eigenlijk "betekening" bedoelt.

.../...

1. In het eerste lid wordt in de Nederlandse versie het woord "kennisgeving" gebruikt, terwijl in de Franse tekst sprake is van een "requête". Verondersteld wordt dat de indiener van het voorstel eigenlijk wil verwijzen naar de kennisgeving van de beschikking tot bepaling van de conclusietermijnen en de rechtsdag.

2. Het formulier waarbij pleidooien worden aangevraagd, dient aan alle procespartijen te worden gestuurd en niet alleen aan de eiser.

3. In het voorgestelde artikel wordt niet bepaald hoe de partijen worden gewaarschuwd dat de zaak moet worden gepleit wanneer één van hen daarom verzoekt.

4. In het tweede lid staat dat als het formulier waarbij pleidooien worden aangevraagd, niet binnen de gestelde termijn wordt teruggezonden, "de debatten gesloten (worden) en de zaak in beraad (wordt) genomen op de datum die als pleitdatum werd vastgesteld". Het zou beter zijn het sluiten van de debatten in artikel 769 van het Gerechtelijk Wetboek te regelen.

.../...

Voorgesteld artikel 747, § 5, van het G.W.

Er dient een onderscheid te worden gemaakt tussen het geval dat de partijen reeds conclusie hebben genomen en alleen een pleitdatum verlangen en het geval dat één van de partijen na de verwijzing naar de rol nog geen conclusie heeft genomen. In het tweede geval moet de procedure in het voorstel worden geregeld. Verwijzing naar "de bepalingen van dit artikel" is daartoe ontoereikend.

Paragraaf 5 moet dus volledig worden herzien.

Artikel 19

Voorgesteld artikel 748 van het G.W.

In het eerste lid moet ook het ontdekken van een nieuw stuk worden vermeld.

Artikel 24

Voorgesteld artikel 1057, tweede lid van het G.W.

Het voorgestelde artikel 1057, tweede lid, luidt als volgt :

"De akte vermeldt eventueel ook de naam van de advocaat van de eiser in hoger beroep en de inventaris van de stukken die gebruikt worden in de procedure en

.../...

desgevallend een met redenen omkleed verzoek tot afwijking van de wettelijke conclusietermijnen".

De woorden "eventueel" en "desgevallend" kunnen de indruk wekken dat de inventaris van de stukken niet verplicht is, terwijl die uiteraard wel verplicht is.

Artikel 27

Voorgesteld artikel 1065 van het G.W.

Gelet op artikel 1042 van het Gerechtelijk Wetboek moet het voorgestelde artikel 1065 vervallen.

Artikel 28

Voorgesteld artikel 1066 van het G.W.

1. In het eerste lid lijkt de indiener van het voorstel de mogelijkheid van verstek in hoger beroep uit het oog te hebben verloren.

2. In het tweede lid zijn de woorden "zoals bepaald in artikel 726 en artikel 1063" overbodig en moeten ze dus vervallen.

.../...

3. Het zou beter zijn in het derde lid van het voorgestelde artikel te vermelden binnen welke termijn de verwerende partij (1) moet verzoeken om de zaak op de inleidende zitting te behandelen.

(1) Verondersteld wordt, dat de indiener van het voorstel "de geïntimeerde" bedoelt.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

premier président,
eerste voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté
par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La
note du Bureau de coordina-
tion a été rédigée et exposée
par Mme A.-F. BOLLY, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS